

Le temps des interdits, droite et gauche complices

Article rédigé par *Liberté politique*, le 19 avril 2024

En l'espace d'une semaine, une conférence de Jean-Luc Mélenchon sur la Palestine et un événement « national conservateur » ont été annulés ou perturbés par les autorités « légitimes » en France et en Belgique. Un raidissement vis-à-vis de la liberté de réunion et d'opinion qui peut inquiéter.

Deux salles, deux ambiances et un même rejet de la liberté. En Belgique, l'ancien candidat à la présidentielle Éric Zemmour devait se rendre à un sommet « national conservateur » mardi 16 avril. Y étaient également présents le père du Brexit Nigel Farage et le Premier ministre hongrois Viktor Orban. Le bourgmestre de la commune bruxelloise de Saint-Josse avait pris un arrêté d'interdiction « pour garantir la sécurité publique ». Une décision surtout guidée par un ressentiment politique pour cet élu qui a déclaré sur les réseaux sociaux que « l'extrême-droite n'est pas la bienvenue » dans sa ville.

Exclu du parti socialiste belge en 2020 pour sa proximité avec les nationalistes turcs, Emir Kir est habitué au coup d'éclat et a été mis en cause à de nombreuses reprises pour ses méthodes peu démocratiques en matière électorale : insultes, menaces, tentatives de fraude, fausses procurations... Il a d'ailleurs été désavoué par le chef du gouvernement belge Alexander De Croo qui l'a qualifié d'« *inacceptable* ». *Des marques de soutien lui ont également été témoignées par le Premier ministre britannique Rishi Sunak et par la présidente du Conseil italien Giorgia Meloni.* Aucun membre du gouvernement Attal ne s'est ému de cette affaire.

Le Conseil d'Etat belge a finalement invalidé l'arrêté d'interdiction pris par la commune hébergeant l'événement et les participants ont pu se retrouver mercredi 17 avril pour la deuxième journée de la réunion.

Dans le même temps en France, une conférence organisée par une association étudiante pro-palestinienne a été annulée. Elle devait accueillir jeudi 18 avril l'Insoumis en chef Jean-Luc Mélenchon et la militante franco-palestinienne Rima Hassan qui figure sur la liste LFI aux européennes. Dans ce cas, c'est l'université de Lille qui a interdit l'événement expliquant cela par « *une montée préoccupante des tensions internationales au cours des derniers jours* ».

Dans les deux cas, droite et gauche utilisent les mêmes procédés rhétoriques. La réunion des nationaux conservateurs étant qualifiée de « controversée » par [France 24](#), comme la militante Insoumise Rima Hassan qui s'est vu attribuée cet adjectif par [Le Figaro](#) (et même [Libération](#)).

Chez nous, la gauche se félicite de l'empêchement fait à des personnalités comme Éric Zemmour ou Marine Le Pen de tenir une réunion publique tandis que les droites RN et LR mais aussi le centre macronien réclament l'interdiction des conférences mélenchonistes pro-palestiniennes.

Il convient de noter ici que la conférence des nationaux conservateurs a été finalement maintenue et celle de LFI interdite. Le « deux poids deux mesures » a pour une fois tourné à droite.

Reste que cette situation demeure préoccupante et admettre qu'un maire puisse limiter l'expression d'une opinion majoritaire dans plusieurs pays d'Europe est anormal. Empêcher des personnalités politiques de s'exprimer en faveur de la Palestine est tout autant inadmissible.

Les attaques contre les libertés politiques les plus élémentaires (s'exprimer, tenir une réunion, énoncer une opinion...) sont ainsi menées par ceux qui en sont par ailleurs victimes.

Ainsi, pourra-t-on citer la fameuse expression attribuée ([non sans controverses](#)) à Bossuet : « Dieu se rit des créatures qui déplorent des effets dont elles continuent de chérir les causes. »

Olivier Frèrejacques

Président de Liberté politique

19/04/2024 01:00